

DOCUMENT D'INFORMATION SUR

LA JAMAÏQUE

Mai 2007

Direction des recherches
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Avertissement

Les renseignements contenus dans le présent document d'information ont été tirés de sources accessibles au public auxquelles a accès la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Le présent document d'information n'est pas, et ne prétend pas être, ni exhaustif en ce qui touche les conditions dans le pays passé en revue, ni concluant en ce qui touche le bien-fondé d'une demande d'asile particulière.

Recherche achevée le 20 avril 2007

TABLE DES MATIÈRES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2. CONTEXTE POLITIQUE

3. PARTIS POLITIQUES

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

NOTES DE FIN DE DOCUMENT

RÉFÉRENCES

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Nom officiel

Jamaïque.

Géographie

La Jamaïque est une grande île située dans la mer des Caraïbes, à 145 km au sud de Cuba et à 160 km au sud-ouest d'Haïti. La superficie totale de la Jamaïque est de 10 991 km². Le climat varie de tropical à tempéré.

Population et densité

Population : 2 758 124 hab. (estimation de la mi-2006).

Densité : 241,2 hab./km² (2004).

Principales villes et population (à moins d'indication contraire, recensement de 2001)

Région métropolitaine de Kingston (capitale) 651 880; Spanish Town 92 383; Portmore 90 138 (recensement de 1991); Montego Bay 83 446.

Langues

L'anglais est la langue officielle. On y parle également un patois local.

Religions

La Jamaïque compte plus de 100 confessions chrétiennes, y compris : Église de Dieu 24 p. 100, Église adventiste du septième jour 11 p. 100, Église pentecôtiste 10 p. 100, Église baptiste 7 p. 100, Église anglicane 4 p. 100, autres confessions chrétiennes et rastafarisme 0,9 p. 100.

Groupes ethniques

Noirs 90,9 p. 100; Indiens orientaux 1,3 p. 100; Blancs 0,2 p. 100; Chinois 0,2 p. 100; Métis 7,3 p. 100; autres 0,1 p. 100.

Démographie

Taux de croissance démographique : 0,8 p. 100 (estimation de 2006).

Taux de mortalité infantile : 15,98 décès/1 000 naissances vivantes.

Espérance de vie à la naissance : 73 ans (estimation de 2003 de l'OMS).

Taux de fécondité : 2,41 enfants nés/femme (estimation de 2006).

Taux d'alphabétisation : 87,9 p. 100 des personnes de 15 ans ou plus sont allés à l'école.

Devise

Dollar jamaïcain (JMD)

58,31 dollars jamaïcains = 1 dollar canadien¹

Fêtes nationales

2006 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 1^{er} mars (mercredi des Cendres), 14 avril (Vendredi saint), 17 avril (lundi de Pâques), 23 mai (fête du Travail), 1^{er} août (jour de

l'Émancipation), 6 août (jour de l'Indépendance), 16 octobre (fête des Héros nationaux), 25 décembre (Noël), 26 décembre (lendemain de Noël).

2007 : 1^{er} janvier (jour de l'An), 21 février (mercredi des Cendres), 6 avril (Vendredi saint), 9 avril (lundi de Pâques), 23 mai (fête du Travail), 1^{er} août (jour de l'Émancipation), 6 août (jour de l'Indépendance), 15 octobre (fête des Héros nationaux), 25 décembre (Noël), 26 décembre (lendemain de Noël).

Chef de l'État et du gouvernement

Chef de l'État : Sa Majesté la reine Elizabeth II (depuis le 6 février 1952).

Gouverneur général : Kenneth O. Hall (depuis le 15 février 2006).

Chef du gouvernement : la première ministre Portia Simpson-Miller (depuis le 30 mars 2006).

Forme de gouvernement

La Jamaïque est une démocratie parlementaire constitutionnelle. Le gouverneur général est nommé sur recommandation du premier ministre. Le gouverneur général nomme le chef du parti majoritaire à la chambre des représentants (House of Representatives) au poste de premier ministre. Le cabinet détient le pouvoir exécutif et il compte un minimum de 12 membres.

Structure législative

Le pouvoir exécutif comprend le chef de l'État, le gouverneur général, le premier ministre et le cabinet. Le système législatif est bicaméral et est constitué de la chambre des représentants, composée de 60 députés élus au suffrage universel, et du sénat, comptant 21 sénateurs nommés par le gouverneur général, qui agit sur les recommandations du premier ministre et du chef de l'opposition.

Divisions administratives

La Jamaïque est divisée en 14 paroisses : Clarendon, Hanover, Kingston, Manchester, Portland, Saint Andrew, Saint Ann, Saint Catherine, Saint Elizabeth, Saint James, Saint Mary, Saint Thomas, Trelawny et Westmoreland. Les paroisses de Kingston et de Saint Andrew ont été fusionnées en 1923 pour devenir la corporation de Kingston et de Saint Andrew (Kingston and Saint Andrew Corporation).

Système judiciaire

Le système judiciaire de la Jamaïque est composé de cours des magistrats, d'une cour d'appel et d'une cour suprême qui est compétente pour entendre les causes en première instance ainsi que celles en appel. Le gouverneur général nomme les juges de la cour d'appel et de la cour suprême sur recommandation du premier ministre.

Élections

La Jamaïque a un système de suffrage universel pour les personnes de 18 ans ou plus. Les députés de la chambre des représentants sont élus pour un mandat de cinq ans, sauf si la chambre est dissoute. Les dernières élections ont eu lieu le 16 octobre 2002 :

Parti national populaire (People's National Party — PNP) : 52 p. 100 des suffrages exprimés; 34 sièges.

Parti travailliste jamaïcain (Jamaica Labour Party — JLP) : 47,3 p. 100 des suffrages exprimés; 26 sièges.

Défense

La force de défense de la Jamaïque (Jamaica Defence Force — JDF) est composée des forces terrestres (Ground Forces), de la garde côtière (Coast Guard) et des forces aériennes (Air Wing). En 2005, les forces terrestres comptaient 2 500 membres, la garde côtière comptait 190 membres et les forces aériennes comptaient 140 membres, pour un effectif total de 2 830 personnes en plus de 953 réservistes. Le service militaire est volontaire et l'âge minimal des recrues est fixé à 18 ans. Toutefois, les personnes âgées de moins de 18 ans peuvent s'enrôler si elles ont le consentement de leurs parents. En 2004, le budget pour la défense était de 3 230 000 000 dollars jamaïcains ou environ 55 394 500 dollars canadiens².

Médias

La constitution jamaïcaine garantit la liberté d'expression et la loi garantit la liberté de presse. Les télécommunications sont complètement déréglementées en Jamaïque.

La Jamaïque compte 10 stations de radio AM et 13 stations de radio FM sur ondes courtes (1998), et 7 stations de télévision (1997). En 2004, il y avait environ 166 000 ordinateurs personnels et 1 067 000 utilisateurs d'Internet en Jamaïque.

Parmi les journaux quotidiens publiés en anglais, on trouve notamment : le *Daily Gleaner* (50 000), le *Daily Star* (45 000), le *Jamaica Herald* et le *Jamaica Observer*.

Indice du développement humain (IDH) des Nations Unies et rang du pays^A

Valeur : 0,724/1 (2004).

Rang : 104^e sur 175 pays (2006).

Indicateur des disparités entre les sexes dans le développement humain (IDSDH) des Nations Unies et rang du pays^B

Valeur : 0,721/1 (2004).

Rang : 77^e sur 175 pays (2004).

Population sous le seuil de la pauvreté

18,7 p. 100 (1990-2003).

^A L'IDH est une mesure composite du développement humain dans un pays, fondée sur l'espérance de vie, les niveaux d'alphabétisation et d'instruction de même que le niveau de vie. Les valeurs sont les suivantes : 0,800 et plus (développement humain élevé), 0,500-0,799 (développement humain moyen) et 0,500 et moins (indice de développement humain faible). Les pays sont classés par ordre décroissant en fonction de leur valeur de l'IDH.

^B L'IDSDH redresse le classement de l'IDH pour tenir compte des inégalités entre les hommes et les femmes.

Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International^C

Note : 3,6/10.

Rang : 64^e sur 158 pays sondés.

Baromètre mondial de la corruption (BMC) de Transparency International^D

Information non disponible.

[Information compilée à partir des sources suivantes : États-Unis 8 mars 2006; *The Europa World Year Book 2006* 2006, 2390-2405; Nations Unies 2006; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 587-591 ; *Political Parties of the World 2005*, 341-343; TI 18 oct. 2005]

2. CONTEXTE POLITIQUE

Depuis les premières élections tenues en Jamaïque en 1944, le parti national populaire (People's National Party — PNP) et le parti travailliste jamaïcain (Jamaica Labour Party — JLP) ont été au centre de la scène politique³. *Political Parties of the World* signale que les partis sont appuyés par des gangs armés ennemis, en particulier dans la capitale⁴. Au cours de la campagne électorale de 2002, où le PNP a remporté un quatrième mandat consécutif, environ 80 meurtres ont été commis⁵, ce qui représente une diminution du nombre de décès comparativement aux élections antérieures et cette diminution est attribuée à la ratification d'un code de conduite par les partis politiques⁶. Plus récemment, les gangs violents sont devenus de [traduction] « puissants » réseaux criminels organisés impliqués dans des activités de blanchiment d'argent⁷, de trafic de stupéfiants et d'autres activités criminelles, ainsi que dans des guerres territoriales⁸.

3. PARTIS POLITIQUES

Partis au pouvoir :

Parti national populaire (People's National Party — PNP) : Le PNP a été créé en 1938⁹. Lors des élections d'octobre 2002, le PNP a obtenu la majorité avec un total de 34 sièges¹⁰. Le PNP est un parti socialiste démocrate¹¹, quoiqu'au cours des dernières années, il s'est déplacé vers le centre¹². Portia Simpson-Miller est la chef du PNP¹³.

Parti travailliste jamaïcain (Jamaica Labour Party — JLP) : Le JLP a été créé en 1943¹⁴. Lors des élections d'octobre 2002, le JLP a obtenu 26 sièges¹⁵. C'est sous un gouvernement du JLP que la Jamaïque a accédé à son indépendance en 1962¹⁶. Le JLP a des politiques conservatrices et il est en faveur d'une économie de marché libre¹⁷. Orrett Bruce Golding est le chef du JLP¹⁸.

^C L'IPC de Transparency International est un indice composé qui repose sur des données provenant de 16 sondages et de 10 organisations indépendantes. Les données reflètent les opinions des spécialistes de la situation au pays et des gens d'affaires. Certaines personnes sondées vivent dans le pays concerné, alors que d'autres n'y habitent pas. Les notes varient de 0 (très corrompu) à 10 (très intègre). En fonction de leur note, les pays sont classés par ordre du pays le moins corrompu (1) au pays le plus corrompu (159).

^D Le BMC de Transparency International est établi à partir d'un sondage des opinions des gens sur la corruption dans leur propre pays.

Autres partis politiques¹⁹

Jusqu'ici, aucun tiers parti n'a présenté une réelle opposition aux deux principaux partis de la Jamaïque²⁰. Les autres partis sont : conscience chrétienne (Christian Conscience), parti politique incorporé de la fédération mondiale impériale éthiopienne (Imperial Ethiopian World Federation Incorporated Political Party), mouvement de l'alliance de la Jamaïque (Jamaica Alliance Movement — JAM), alliance jamaïcaine pour l'unité nationale (Jamaican Alliance for National Unity — JANU), parti communiste de la Jamaïque (Jamaica Communist Party), front uni de la Jamaïque (Jamaica United Front), mouvement démocratique national (National Democratic Movement — NDM), parti de la loi naturelle (Natural Law Party), parti républicain de la Jamaïque (Republican Party of Jamaica — RPJ), ligue marxiste révolutionnaire (Revolutionary Marxist League), parti du peuple uni (United People's Party — UPP), ligue marxiste révolutionnaire trotskiste (Trotskyite Revolutionary Marxist League), parti américano-jamaïcain (Jamaica-American Party), mouvement progressiste uni (United Progressive Movement).

4. GROUPES ARMÉS ET AUTRES ACTEURS NON ÉTATIQUES

En mai 2006, le groupe de travail spécial de la Jamaïque sur le crime (Special Task Force on Crime), dirigé par le chef de l'opposition, Bruce Golding, a publié son rapport intitulé *Road Map to a Safe and Secure Jamaica*²¹. Le groupe de travail affirme, en se fondant sur des statistiques de 2005, que la Jamaïque a l'un des taux les plus élevés de meurtres par habitant au monde²². Le rapport ajoute que la Jamaïque connaît une [traduction] « crise majeure de la sécurité publique » et qu'il y a une crise de confiance envers ses systèmes policier et judiciaire²³.

Dans son rapport de suivi de février 2006 sur les recommandations formulées à la Jamaïque, le rapporteur spécial des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires souligne que plusieurs collectivités jamaïcaines sont dirigées par des gangs dont l'équipement et les armes sont souvent meilleurs que ceux de la police²⁴.

5. PERSPECTIVES D'AVENIR

L'économie de la Jamaïque a essuyé un certain nombre de rechutes et son avenir est compromis par des taux d'intérêt élevés, de hauts taux de chômage²⁵, les dégâts causés par les ouragans et la baisse des revenus touristiques depuis septembre 2001²⁶.

L'instabilité économique a exacerbé l'agitation publique et a alimenté la violence entre gangs en ce qui concerne les stupéfiants²⁷. Toutefois, on s'attend à une hausse des revenus provenant de l'industrie touristique²⁸. Les prochaines élections parlementaires en Jamaïque doivent avoir lieu au plus tard en octobre 2007²⁹.

¹ Canada 8 déc. 2006.

² *Ibid.*

³ *Political Parties of the World* 2005, 342.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

-
- ⁶ *Ibid.*
⁷ É.-U. 30 nov. 2006
⁸ *Political Parties of the World* 2005, 342.
⁹ *The Europa World Yearbook 2006* 2006, 2399.
¹⁰ *Political Parties of the World* 2005, 342.
¹¹ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 589.
¹² *Ibid.*
¹³ *The Europa World Yearbook 2006* 2006, 2399.
¹⁴ *Ibid.*
¹⁵ *Political Parties of the World* 2005, 342.
¹⁶ *Ibid.*
¹⁷ *Ibid.*
¹⁸ *The Europa World Yearbook 2006* 2006, 2399.
¹⁹ *Ibid.*; *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 590.
²⁰ *Political Parties of the World* 2005, 342.
²¹ Jamaïque 1^{er} mai 2006.
²² *Ibid.*
²³ *Ibid.*
²⁴ Nations Unies 27 mars 2006, paragr. 46; É.-U. 8 mars 2006, sect. 1.a.
²⁵ É.-U. 30 nov. 2006.
²⁶ *Political Handbook of the World: 2005-2006* 2005, 588.
²⁷ É.-U. 30 nov. 2006.
²⁸ *Ibid.*
²⁹ É.-U. 30 nov. 2006.

RÉFÉRENCES

- Canada. 8 décembre 2006. Banque du Canada. « Daily Currency Converter ». <<http://www.bankofcanada.ca/en/rates/converter.html>> [Date de consultation : 8 déc. 2006]
- États-Unis (É.-U.). 7 septembre 2006. Central Intelligence Agency (CIA). « Jamaica » *The World Factbook*. <<https://www.cia.gov/cia/publications/factbook/geos/jm.html>> [Date de consultation : 11 sept. 2006]
- _____. 30 novembre 2006. Department of State. « Jamaica ». *Country Reports on Human Rights Practices for 2005*. <<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2005/61733.htm>> [Date de consultation : 23 août 2006]
- The Europa World Year Book 2006*. 2006. Vol. 1 « Jamaica ». Londres : Routledge.
- Jamaïque. 1^{er} mai 2006. Special Task Force on Crime. « Road Map to a Safe and Secure Jamaica ». <http://www.go-jamaica.com/stfc/STFC_report.pdf> [Date de consultation : 23 août 2006]
- Nations Unies. 27 mars 2006. Conseil économique et social (ECOSOC). *Report of the Special Rapporteur, Philip Alston. Addendum: Follow-Up to Country Recommendations*. (E/CN.4/2006/53/Add.2)

<<http://www.ohchr.org/english/bodies/chr/docs/62chr/ecn4-2006-53-Add2.doc>>
[Date de consultation : 3 août 2006]

_____. 2006. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
« Jamaica ». *Human Development Report 2006*.
<http://hdr.undp.org/statistics/data/cty/cty_f_JAM.html> [Date de consultation :
11 sept. 2006]

Political Handbook of the World: 2005-2006. 2005. « Jamaica ». Sous la direction
d'Arthur Banks, de Thomas Muller et de William Overstreet. Washington :
Congressional Quarterly.

Political Parties of the World. 2005. 6th ed. Sous la direction de Bogdan Szajkowski.
Londres : John Harper Publishing.

Transparency International (TI). 18 octobre 2005. *Corruption Perceptions Index 2005*.
<<http://ww1.transparency.org/cpi/2005/2005.10.18.cpi.en.html>> [Date de
consultation : 11 sept. 2006]